



Pour diffusion immédiate – 6 novembre 2013

Les travailleurs des services publics s'opposent à « l'expérience sociale » de l'austérité en Grèce

L'Internationale des Services Publics, fédération syndicale internationale, se tient aux côtés des travailleurs grecs qui descendent aujourd'hui dans la rue, dans le cadre d'une grève générale, en vue de protester contre les coupes incessantes dans les services publics et les suppressions d'emplois décents – des mesures imposées par la « troïka ». En effet, en échange du maintien de l'aide financière, la Grèce a accepté de supprimer jusqu'à 40 000 emplois publics au cours des deux prochaines années.

La PSI a dépêché une équipe internationale de journalistes syndicaux, qui se rendra cette semaine sur place afin de rendre compte de la situation des travailleurs grecs. A l'heure où les mesures d'austérité forcées plongent le pays dans le désespoir, entraînant un taux de chômage de 62 pour cent chez les jeunes, et font planer la menace croissante du fascisme, avec la montée de groupes tels que Golden Dawn, les travailleurs et leurs communautés font front commun afin de résister à la manipulation de leur société par la troïka et d'envisager des solutions durables.

« L'objectif de notre mission consiste à réaliser des sujets prouvant l'impact de l'austérité et des politiques de la troïka sur les gens ordinaires, les travailleurs et les syndicats du pays. Le peuple grec nous montre également comment il est possible de résister à la privatisation et aux attaques à l'encontre des droits des travailleurs », a déclaré Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de la PSI.

« D'après ce que l'on a pu constater, je suis convaincue que ce n'est pas un hasard si la Grèce a fait l'objet de mesures d'austérité : il s'agit plutôt d'une expérience politique délibérée visant à affaiblir les syndicats solides et à miner l'État social. Et le pire dans tout ça, c'est que cette volonté de mettre à mal la démocratie se déroule dans le berceau-même de la démocratie. »

Lors de la visite d'un dispensaire, le maire d'Hellenikon, Christos Kortzidis, a déclaré à la délégation de la PSI : « A l'heure actuelle, les budgets alloués aux municipalités ont été réduits de 60 pour cent. Il nous est interdit d'embaucher de nouveaux travailleurs municipaux, sauf sous contrat à durée déterminée. Le nouveau programme « mobilité/licenciement » du gouvernement supprimera près de 5 000 postes de travailleurs municipaux. En juillet 2013, une loi a aboli la police municipale et les gardiens d'école. Notre gouvernement a établi tellement de restrictions que nous ne pouvons même plus gérer nos propres budgets. Les maires élus, les maires adjoints et les membres du conseil municipal sont désormais à la merci du gouvernement national. Si ces politiques ne sont pas remises en question, l'avenir de nos municipalités et de notre peuple semble compromis. »

media release... communiqué de presse... comunicado de prensa...

Les journalistes syndicaux s'entretiennent également avec les travailleurs de la radiodiffusion publique qui, depuis cinq mois, occupent les locaux de la chaîne nationale ERT et continuent de la faire fonctionner, les travailleurs de l'éducation ayant mené une grève à l'École polytechnique et à l'Université d'Athènes pendant plus de deux mois, les groupes qui luttent aux côtés des syndicats contre la privatisation des systèmes de distribution de l'eau, ainsi qu'avec les percepteurs qui s'indignent de ne pas disposer des politiques et des ressources nécessaires pour mener à bien leur travail. Vous pouvez consulter les articles, photos et vidéos sur ce sujet à l'adresse suivante :

www.psi-can-greece.org

Les inspecteurs de la troïka mènent actuellement un audit au sein des ministères du gouvernement, tandis que des représentants de la Commission européenne, de la Banque centrale et du Fonds monétaire international se réunissent cette semaine à Athènes avec les ministres du Travail et des Finances.

FIN